

point arrêter, par de fausses délicatesses, l'ouvrage salutaire de la Paix.

Le Courier étant enfin arrivé le premier Août, le même jour que le Lord Carteret s'étoit expliqué, comme on vient de le voir, ce Ministre commença d'insinuer, que le Ministère Anglois ne jugeoit pas encore à propos de tirer l'Empereur d'embarras, mais croyoit plus convenable de le laisser à la charge de la France, qui à la fin ne se trouveroit pas en état de fournir à de si grandes dépenses; que Sa Majesté Impériale ne s'étoit encore détachée de cette Couronne que par des paroles; qu'elle devoit témoigner une plus grande confiance envers la Grande-Bretagne, qui seule pouvoit la tirer d'affaire.

Le trois Août, on reçut par écrit ce qui suit : Que la réponse venue d'Angleterre n'étant pas telle qu'on l'avoit espérée, il falloit à présent se concerter avec la Reine de Hongrie, pour en obtenir quelque chose pour Sa Maj. Impériale; que si elle vouloit s'expliquer confidentiellement sur les dernières conditions, on tâcheroit de les lui faire les meilleures qu'il seroit possible; qu'on demanderoit incessamment à la Reine sa dernière résolution, & que l'accommodement une fois fait avec cette Princesse, l'Angleterre de son côté pourroit faire quelque chose pour l'Empereur.

Une réponse si froide & peu conforme aux premières déclarations, rompit en quelque façon l'ouvrage salutaire de la Paix, le Landgrave Guillaume, qui connoissoit la source de ces défaites, n'ayant plus voulu s'en mêler. Mais Sa Majesté Impériale, dont rien n'étoit capable d'amortir le zèle pour une sincère réconciliation, insista par le Baron d'Aslang, son Ministre, sur les articles du Projet arrêté, auxquels elle voulut bien ajouter : Qu'elle étoit prête à remettre les Places fortes de les Etats en
mains